

Cédric O garde le Numérique et voit son périmètre s'élargir

Après plusieurs semaines d'incertitude, Cédric O a finalement gardé son poste de secrétaire d'État. En plus de la Transition numérique, il s'occupera également des Communications électroniques.

Temps de lecture : minute

26 juillet 2020

Fin du suspense : après plusieurs semaines de tergiversations autour de la nomination des secrétaires d'État, Cédric O garde finalement sa place au gouvernement. Nommé secrétaire d'État chargé de la Transition numérique et des Communications électroniques, après avoir été chargé du Numérique depuis avril 2019, le discret Cédric O s'est dit dans un tweet "*honoré de poursuivre (s)a mission en tant que secrétaire d'État chargé de la Transition numérique et des Communications électroniques*". Et a poursuivi en estimant que "*les télécoms sont l'épine dorsale de la transformation numérique. Sans connexion, pas d'usages*".

L'encombrant héritage de StopCovid ne lui a pas porté préjudice

L'homme a connu son baptême du feu politique avec l'application StopCovid contre le coronavirus, qu'il a défendue bec et ongles malgré les critiques dans la sphère du numérique. Un revers sur le plan politique qui témoigne des heures difficiles que le jeune secrétaire d'État (37 ans) a connues, défendant des dossiers qui l'ont parfois mis en porte-à-faux avec une partie du monde du numérique. Il a défendu avec la ministre de la Justice la très controversée proposition de loi contre la haine en ligne, de

la députée LREM Laetitia Avia, qui a passé le vote du Parlement mais a été complètement vidée de sa substance par le Conseil constitutionnel. Il a soutenu la décision du gouvernement de confier au géant américain Microsoft l'hébergement de l'entrepôt de données de santé pour la recherche Health Data Hub, alors que beaucoup de spécialistes recommandaient de confier ces données à un hébergeur européen.

Enfin, il a pris la tête de l'opération StopCovid, visant à doter la France d'une application de traçage de contacts contre le coronavirus. Malgré les réserves d'une partie des experts du numérique, qui y voient notamment une nouvelle étape vers la société de la surveillance, le technocrate réservé s'est engagé franchement, parvenant à faire aboutir en deux mois le projet, en s'appuyant sur Inria, l'institut de recherche en informatique français, et des entreprises comme Capgemini et Orange. Mais lorsque l'application est finalement prête, l'épidémie est en régression, le public la télécharge très peu, et ses résultats au bout de deux semaines sont insignifiants (14 signalements de risque de contamination). Et le secrétaire d'État se retrouve bien seul pour défendre face au public l'application au bilan mitigé.



À lire aussi

StopCovid, le saut vers le grand bide ?

Des preuves politiques à faire

Né le 18 décembre 1982 d'une mère lyonnaise enseignante et d'un père cadre coréen, qui lui donne son nom de famille à une lettre, Cédric O est diplômé d'HEC, où il a sympathisé avec Stanislas Guerini, l'actuel patron de LREM. Avec ce dernier et Ismaël Emelien ou Benjamin Griveaux, il est aux côtés de Dominique Strauss-Kahn pour la primaire PS de 2006, avant de servir Pierre Moscovici comme conseiller parlementaire puis membre de son cabinet lorsque celui-ci devient ministre de l'Économie au début du quinquennat de François Hollande. En 2014, il quitte le public pour rejoindre le groupe Safran, motoriste et équipementier aéronautique, où il tente l'expérience d'agent de maîtrise puis chef de ligne dans une usine de Gennevilliers, près de Paris.

Seraient-ce ces liens de longue date avec l'entourage proche d'Emmanuel Macron qui ont réussi à faire oublier à l'exécutif le dossier StopCovid ? Plus certainement, c'est la reconnaissance que Cédric O a rapidement acquise au sein de la startup nation. Bien que le président de la République ait semblé récemment vouloir prendre des distances avec celle-ci, il reste attentif aux bruissements de ce microcosme, dans lequel il compte de nombreux et ardents partisans. Et Cédric O, un proche d'Emmanuel Macron, dont il a été le trésorier de la campagne présidentielle et le conseiller numérique à l'Élysée, est qualifié unanimement de "gros bosseur" .

De nombreux acteurs de l'écosystème, investisseurs comme entrepreneurs, reconnaissent aujourd'hui la qualité de son travail en fin connaisseur des problématiques numériques, lui qui s'est montré disponible mais surtout essentiel durant la crise du coronavirus, aux côtés de Bruno Le Maire. "*C'est un esprit rationnel*" , "*quelqu'un qui veut traiter*

les dossiers et aboutir, sans être simplement dans la posture" , affirme Loïc Rivière, le délégué général de Tech In France, l'une des grandes associations professionnelles du secteur numérique. "Il connaît bien ses dossiers, mais il n'a pas cette capacité à analyser les rapports de force politiques" pour en tirer partie et s'affirmer, persifle un acteur du numérique. D'autant qu'une partie de son domaine, les startups, "est un peu le domaine réservé d'Emmanuel Macron, tout est négocié à l'Elysée" , souligne-t-il. "Il a joué beaucoup en défense, il lui a manqué un grand projet numérique dans lequel s'incarner" , tempère un autre acteur, plus indulgent. "En tout cas, il a fait avec StopCovid un vrai geste d'affirmation politique." Il lui reste deux ans pour convaincre ses détracteurs... et faire en sorte que le Numérique obtienne un ministère à part entière dans le prochain gouvernement ?

Maddyness avec AFP

Article écrit par Maddyness avec AFP